

Equateur: Correa dénonce une tentative de Coup d'Etat

30-09-2010

Autour de mille policiers se sont révoltés ce matin et ont pris le Régiment de Quito, le plus grand de la capitale, en rejet d'une loi qui leur supprime du salaire additionnel et autres bénéfiques, et ont refusé de dialoguer avec le président Rafael Correa, présent sur les lieux. Le soulèvement s'est rapidement étendu au reste du pays. Il y a coupures de routes et fermeture d'aéroports.

Des milliers de personnes se sont rassemblées en face du siège du gouvernement équatorien pour soutenir le mandataire devant le soulèvement de la police. Là, le chancelier local, Ricardo Patiño, a annoncé qu'il y a "des personnes" qui essaient d'entrer par les toits de l'Hôpital Policier "pour agresser Rafael Correa", et a convoqué les présents à "aller le sauver ensemble". Auparavant, le président a parlé et a qualifié la situation de "extrêmement grave". Agencia Telam, 30 septembre 2010. Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr> EN EQUATEUR, LE PRESIDENT DENONCE UN COUP D'ETAT LE MONDE.FR | 30.09.10 | 19h59 L'état d'urgence a été décrété en Equateur, jeudi 30 septembre, après que des manifestations de policiers et de militaires à Quito et à Guayaquil ont dégénéré, faisant craindre un coup de force de l'armée contre le gouvernement du président Rafael Correa. Le bâtiment du Congrès, dans la capitale, a été occupé, en fin d'après-midi, par des policiers mécontents d'une loi qui réduit leurs primes d'ancienneté, selon une source officielle.

Le président Correa, qui affirme avoir été légèrement blessé par les manifestants, accuse l'opposition de chercher à favoriser un coup d'Etat. Il affirme être "quasiment séquestré" dans la chambre d'un hôpital militaire, où il reçoit des soins, selon le quotidien El Comercio. Il aurait confié à une radio locale qu'il "craignait pour sa vie". "Des policiers tentent d'entrer dans ma chambre par le toit, a-t-il dit. S'il m'arrive quelque chose, ils seront responsables."

"SI VOUS VOULEZ TUER LE PRÉSIDENT, IL EST LÀ, TUEZ-LE !"

Selon le quotidien équatorien Hoy, qui suit les événements en direct, une foule commençait à se masser autour du palais du Congrès pour manifester son soutien à Rafael Correa à l'appel de plusieurs membres du gouvernement. Des témoins cités par l'agence Reuters ont fait état de pillages et d'incendies de pneus tout au long de la journée à Quito et à Guayaquil. Rafael Correa, qui est venu lui-même à la rencontre des manifestants, les a vivement harangués. "Messieurs, si vous voulez tuer le président, le voici, tuez-le !" a-t-il lancé, selon le journal La Hora.

Dans la capitale, des policiers ont pris une caserne lors d'une manifestation qui a débouché sur des échauffourées et l'usage de gaz lacrymogène. En raison des troubles, les employés de nombreuses entreprises ont été renvoyés chez eux et les écoles ont fermé plus tôt dans plusieurs villes. Près de 300 soldats se sont déployés sur la piste d'atterrissage de l'aéroport international, semant la confusion et forçant la direction aéroportuaire à le fermer.

L'ÉTAT-MAJOR SOUTIEN LE PRÉSIDENT

Les militaires, qui protestaient contre une loi décidée par Rafael Correa qui réduit certaines primes d'ancienneté pour les forces de l'ordre, ont été rapidement désavoués par le chef d'état-major des forces armées, qui a démenti toute tentative de prise du pouvoir. "Nous sommes dans un Etat de droit, nous sommes subordonnés à la plus haute autorité incarnée par monsieur le président de la République. Nous prendrons les mesures qui s'imposent, celles qui seront déterminées par le gouvernement", a déclaré le général Ernesto Gonzalez, se désolidarisant de ses troupes. Il a ordonné aux rebelles de se rendre.

Jugeant "inacceptable et intolérable" le mouvement de contestation des forces de police, le ministre des affaires étrangères, Ricardo Patino, a démenti que l'Equateur vivait une situation de soulèvement populaire. "Ce n'est pas une mobilisation de la population, ce n'est pas un soulèvement populaire. C'est une insurrection de policiers qui sont mal informés", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision Telesur.

Ces troubles interviennent alors que la situation politique en Equateur est plus qu'instable. Rafael Correa, élu en 2006, est confronté à un effritement de sa majorité parlementaire. De ce fait, il a envisagé de dissoudre le Congrès, comme l'y autorise la Constitution promulguée en 2008. Une telle décision, qui nécessite l'aval de la Cour constitutionnelle, entraîne de facto des élections présidentielle et législatives anticipées.

Soldados ecuatorianos tomaron hoy la pista del aeropuerto de Quito, cuarteles y calles principales. (AFP)

Soldados ecuatorianos tomaron hoy la pista del aeropuerto de Quito, cuarteles y calles principales. (AFP)

Incidentes en Ecuador. (AFP)

Soldados ecuatorianos tomaron hoy la pista del aeropuerto de Quito, cuarteles y calles principales. (AFP)

ECUADOR. El presidente Rafael Correa habla con los periodistas en el Regimiento Quito.

INCIDENTES. Militares y policías se sublevaron en Ecuador&Irm;. (AFP)

Soldados ecuatorianos tomaron hoy la pista del aeropuerto de Quito, cuarteles y calles principales. (AFP)

INCIDENTES. Militares y policías se sublevaron en Ecuador&Irm;. (AFP)